



Rapport du deuxième trimestre 2023

Rapport financier pour le trimestre clos le 30 septembre 2022

CAE

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
12	4. Variations du change
13	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
18	6. Résultats consolidés
20	7. Résultats par secteur
27	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
28	9. Situation financière consolidée
30	10. Regroupements d'entreprises
30	11. Contrôles et procédures
32	12. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

33	État consolidé du résultat net
34	État consolidé du résultat global
35	État consolidé de la situation financière
36	État consolidé des variations des capitaux propres
37	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

38	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
39	Note 2 – Regroupements d'entreprises
39	Note 3 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
42	Note 4 – Autres (profits) et pertes
42	Note 5 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
42	Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
43	Note 7 – Participation gouvernementale
43	Note 8 – Résultat par action
44	Note 9 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
44	Note 10 – Éventualités
44	Note 11 – Juste valeur des instruments financiers
47	Note 12 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE annonce des produits des activités ordinaires de 993,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 814,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est établi à 44,5 millions \$ (0,14 \$ par action) pour le deuxième trimestre, comparativement à 14,0 millions \$ (0,04 \$ par action) pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2023, le résultat net ajusté s'est fixé à 61,5 millions \$ (0,19 \$ par action) par rapport à 53,2 millions \$ (0,17 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 102,1 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 39,2 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 124,7 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 90,7 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Nous avons affiché des résultats consolidés robustes au deuxième trimestre, grâce à une croissance à deux chiffres dans le secteur Civil, à de meilleurs résultats qu'au trimestre précédent dans le secteur Défense et à une rentabilité renouvelée dans le secteur Santé », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons continué à assurer l'avenir de CAE grâce à des prises de commandes ajustées d'une valeur totalisant près de 1,3 milliard \$, ce qui se traduit par un carnet de commandes ajusté record de 10,6 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,30. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 751 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,48, y compris un accord de formation d'une durée de 15 ans avec Qantas et plusieurs autres accords de formation avec des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires. Nous avons également vendu 18 simulateurs de vol, ce qui porte à 29 le nombre total de FFS vendus depuis le début de l'exercice. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 500 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,13, ratio qui est supérieur à 1,00 depuis maintenant cinq trimestres. Nos perspectives demeurent très favorables pour le secteur Civil, dont la position de chef de file de l'industrie devrait nous permettre d'afficher une croissance importante au cours de la reprise du marché et par la suite. La croissance séquentielle dans le secteur Défense, conjuguée à des prises de commandes substantielles et au renouvellement du carnet de commandes, nous donne confiance dans l'amélioration des résultats à court terme. Le secteur Santé, quant à lui, continue d'accroître sa part du marché de la simulation et de la formation, et nous nous attendons à ce qu'il continue de s'appuyer sur sa dynamique de croissance. La vigueur généralisée que nous avons constatée au cours du trimestre et les prévisions actuelles pour le reste de l'exercice nous permettent de continuer de croire que notre résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé affichera une croissance d'environ 25 % pour l'exercice en cours et que nous atteindrons notre objectif à long terme d'un taux de croissance composé du RPA sur trois ans d'environ 25 %. »

Aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 507,2 millions \$, par rapport à 362,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 88,4 millions \$, comparativement à 49,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 104,4 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 65,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre, le secteur Civil a livré 10 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation* de ses centres de formation s'est établi à 66 %.

Le secteur Civil a obtenu, ce trimestre, des contrats de solutions de formation d'une valeur de 751,1 millions \$, notamment pour la vente de 18 FFS, portant le total des commandes à 29 FFS pour le premier semestre de l'exercice. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a obtenu des commandes pour 5 FFS additionnels, portant à 34 le nombre total de FFS vendus depuis le début de l'exercice. Parmi les principaux contrats de formation qui nous ont été accordés au cours du trimestre, notons un nouvel accord d'une durée de 15 ans avec le groupe Qantas pour la formation des pilotes et l'exploitation, des ententes ou des prolongements d'ententes de formation à long terme avec Virgin Australia, DHL Air UK, JetSmart Airlines et American Airlines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,48 pour le trimestre et à 1,40 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil totalisait un montant record de 5,5 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 442,4 millions \$, en hausse de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 12,1 millions \$, comparativement à une perte de 8,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 18,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 26,7 millions \$ (6,4 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 499,9 millions \$ dans tous les domaines. Dans le domaine aérien, CAE a obtenu un contrat de Piaggio Aerospace pour un simulateur P.180 Avanti de niveau D qui servira à former l'Aviation italienne, et elle a étendu sa relation avec Lockheed Martin par l'appui du développement de plusieurs entraîneurs sur le système d'armes, en plus d'obtenir des contrats de modifications de diverses plateformes C-130, rehaussant ses relations stratégiques avec les fabricants d'équipement d'origine. Le secteur Défense a étendu ses capacités dans le domaine terrestre grâce à l'obtention d'un mandat de développement d'un prototype dans le cadre du contrat d'entraîneur virtuel du soldat (SVT) de l'armée américaine. Composante de l'environnement d'entraînement synthétique, le SVT poursuit l'expansion d'environnements d'entraînement synthétiques afin de favoriser l'entraînement dirigé par le soldat. Dans la région indopacifique, le secteur Défense

a remporté un programme stratégique dans le domaine maritime dans le cadre du contrat d'entraînement sur les plateformes et les systèmes en soutien à la marine royale australienne. En vertu d'une entente de cinq ans, CAE soutiendra la transformation de l'entraînement futur fourni aux marins de la marine royale australienne sur quatre plateformes maritimes en accélérant la cadence de l'entraînement et en maximisant la capacité d'entraînement et les gains d'efficacité, et ce, sur place, au port et en mer. Dans les domaines spatial et cyber, le secteur Défense a obtenu des contrats supplémentaires de la part de son client clé du secteur aérospatial et défense antimissile, ainsi que des contrats pour des mises à niveau de la cybertechnologie sur ses plateformes et systèmes de base de la part de divers clients du département américain de la Défense. La combinaison de l'expérience, de la technologie numérique et du savoir-faire de CAE a également ouvert des portes au secteur Défense ce trimestre auprès de clients stratégiques comme le Laboratoire de recherche de l'armée de l'air pour le développement et la démonstration d'une capacité de véhicule aérien sans pilote innovatrice et efficace sur le plan des missions, pour un partenariat entre les appareils habités et les appareils sans pilote, une priorité de la défense nationale américaine.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,13 pour le trimestre et à 1,33 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 5,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 7,8 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Santé

Au deuxième trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 43,6 millions \$, par rapport à 34,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 1,6 million \$, comparativement à une perte de 1,8 million \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,9 million \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 1,3 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 22,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2023, surtout au titre des acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) effectuées à l'exercice 2022.

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 138,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 30,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles^{*} se sont fixés à 108,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 19,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation se traduit en grande partie par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et une partie de ces investissements est reprise au second semestre.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,5 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 310 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent (taux d'imposition effectif négatif de 1 % si l'on tient compte des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés à l'exercice précédent).

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance^{*} ont totalisé 68,6 millions \$ pour le trimestre

À la fin du trimestre, la dette nette^{*} était de 3 194,6 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté^{*} était de 4,17. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 025,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 4,15. Le total des liquidités disponibles de CAE était d'environ 1,5 milliard \$ au 30 septembre 2022.

Le rendement du capital utilisé (RCU)^{*} ajusté s'est établi à 5,1 % pour le trimestre, comparativement à 5,2 % au trimestre précédent et à 6,6 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Perspectives de la direction

Depuis 2020, CAE exécute une stratégie de croissance qui, à son avis, lui permettra de sortir de la pandémie avec une entreprise plus grande, plus résiliente et plus rentable que jamais. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital postpandémique qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour équilibrer les investissements continus dans son avenir et les rendements du capital pour les actionnaires. La Société vise un taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2023 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 %.

Les obstacles actuels comprennent les restrictions de voyage restantes découlant de la pandémie mondiale, les tensions géopolitiques et la guerre en Ukraine, la pire inflation depuis des décennies, un ralentissement de la croissance économique mondiale, la crise énergétique potentielle en Europe et des pénuries aiguës au niveau de la chaîne d'approvisionnement et de la main-d'œuvre, chacun de ces facteurs pouvant influencer sur le moment exact et le rythme de reprise du marché. En dépit de la volatilité supplémentaire introduite par ces facteurs et des obstacles plus intenses à court terme pour le secteur Défense, la direction maintient une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années.

Les tendances à long terme prévues sont très favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des

équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes et la forte demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense entreprend un long cycle ascendant, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités de défense nationale vers un accent accru sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin pour le type de solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti des avancées de CAE en matière de simulation et de formation pour l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie aiguë de personnel infirmier et de la hausse de la demande pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés demeurera essentiellement tributaire de l'assouplissement éventuel des restrictions de voyage restantes, surtout en Asie, où la Chine demeure un élément important d'une éventuelle reprise mondiale. Les excellents résultats en formation pour l'aviation commerciale du secteur Civil en Amérique et le nombre élevé de commandes de FFS donnent un bon aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une reprise plus large des activités aériennes commerciales à l'échelle mondiale. Pour le reste de l'exercice 2023, la direction s'attend à ce que le secteur Civil enregistre une croissance plus marquée de son résultat opérationnel sectoriel ajusté au second semestre de l'exercice, en particulier au quatrième trimestre, grâce à la hausse des livraisons de FFS aux clients, au déploiement en cours de simulateurs dans le réseau de formation de CAE à l'échelle mondiale et au facteur saisonnier. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services de vol numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer plus de 45 FFS à des clients du monde entier.

Le secteur Défense de CAE est en passe de devenir plus important et plus rentable, objectif que vise la Société depuis plusieurs années. Le secteur Défense est étroitement lié aux priorités de ses clients qui visent à défendre la liberté face à des menaces provenant d'adversaires de force comparable. Au cours des deux dernières années, le secteur Défense s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des innovations de CAE dans le domaine de l'aviation commerciale afin de transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cela devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accéléré par l'acquisition de L3H MT et par la capacité et la clientèle élargies que ce regroupement procure. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,33 pour les 12 derniers mois en est la preuve. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir. Le secteur Défense devrait continuer à enregistrer des progrès constants au niveau de l'intégration de l'acquisition de L3H MT à l'exercice 2023, et prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024.

À court terme, le secteur Défense demeurera aux prises avec les retards causés par une période prolongée de ratios valeur comptable des commandes/ventes annuels inférieurs à 1,0, surtout pour ses solutions de produits dont la marge est plus élevée. Le secteur Défense prévoit également que les obstacles macroéconomiques généralisés actuels, y compris les défis touchant la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre, persisteront pendant un certain temps et que les retards de commandes demeureront un facteur y contribuant. Au second semestre de l'exercice, le secteur Défense prévoit observer, particulièrement au quatrième trimestre, une amélioration des résultats comparativement au premier semestre. Cette prévision repose sur les attentes de la direction selon lesquelles certaines commandes retardées se concrétiseront, les programmes en carnet ajusté seront exécutés et atténueront partiellement les répercussions macroéconomiques par des réductions de coûts internes et les initiatives d'efficacité s'accéléreront vers la fin de l'exercice. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a servi de catalyseur à l'augmentation des budgets de défense; toutefois, la priorité immédiate accordée aux besoins opérationnels contribue aux retards dans l'attribution des contrats portant sur des programmes d'entraînement à court terme. CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense pour plusieurs années, grâce à la conversion en revenus des prises de commandes à plus forte marge et des soumissions, et à la réalisation progressive des synergies liées à l'intégration de L3H MT.

La direction est d'avis qu'on pourrait voir une création accrue de valeur dans le secteur Santé à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et que se poursuit la croissance dans les deux chiffres de ses produits des activités ordinaires et la hausse de sa rentabilité.

Pour l'exercice en cours, CAE confirme son attente d'une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre de 25 %, surtout alimentée par le secteur Civil, avec une pondération plus importante au quatrième trimestre.

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient être d'environ 250 millions \$ à l'exercice 2023, principalement afin de soutenir les investissements internes dirigés par le marché. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Ayant récemment conclu un cycle d'investissements dans la croissance externe plus important que d'habitude au cours des deux dernières années, la direction se concentre maintenant sur les investissements internes axés sur la demande des clients, sur l'intégration et l'accroissement de ses investissements récents, et sur le désendettement de son bilan. CAE prévoit que son ratio dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à trois (3,0) d'ici le milieu du prochain exercice (l'exercice 2024), lorsqu'elle devrait être en mesure d'envisager le rétablissement des rendements du capital pour les actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif annuel sera d'environ 22 %.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2023 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail, ainsi que le calendrier et le degré d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. De plus, pour établir ses perspectives pour l'exercice 2023, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 de CAE. Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

En novembre 2022, CAE a annoncé qu'elle avait amassé 1,2 million \$ dans le cadre de sa campagne CAE-Centraide 2022 par l'entremise de dons de la part des employés, d'activités de collecte de fonds et d'un don de l'entreprise, en collaboration avec Unifor. CAE et ses employés sont très fiers de faire partie intégrante du Grand Montréal et de participer à son essor, et ils ont remis 15,8 millions \$ à Centraide du Grand Montréal depuis 2000. Outre Centraide, CAE soutient les collectivités dans lesquelles elle exerce ses activités par le biais de dons et de commandites qui appuient principalement des causes dans les domaines de l'éducation, de l'aviation civile, de la défense, de la sécurité et de la santé. La Société encourage également le bénévolat individuel et en équipe par l'entremise de son programme CAEbénévolat, et fait des dons à plusieurs causes soutenues par les employés.

CAE et Air Canada ont annoncé en octobre qu'elles s'associaient pour promouvoir la diversité dans le secteur de l'aviation en doublant le nombre de bourses *Commandante-Judy Cameron* accordées en 2023 à de jeunes Canadiennes qui étudient pour devenir pilotes professionnelles ou techniciennes d'entretien d'aéronef. Jusqu'à quatre futures pilotes professionnelles seront invitées à participer au programme CAE Femmes pilotes aux commandes en tant qu'ambassadrices.

En tant que première entreprise aéronautique canadienne carboneutre, CAE poursuit ses efforts pour réduire ses émissions de carbone à la source et pour contribuer au développement durable du secteur. CAE fait progresser les technologies vertes dans le domaine de l'aviation avec le développement d'une trousse de conversion électrique pour l'avion Piper Archer. Elle prévoit convertir les deux tiers de la flotte d'avions d'entraînement Piper de ses écoles de pilotage dans le monde, contribuant à une réduction marquée de ses émissions de portée 1 tout en mettant au point la formation des pilotes de l'avenir à l'exploitation des avions électriques. En outre, grâce à l'écosystème numérique de son secteur Civil, CAE fournit des solutions qui permettent aux compagnies aériennes et aux exploitants de jets d'affaires de réduire leur empreinte carbone en optimisant les plans de vol et la consommation de carburant.

Grâce au leadership d'opinion de CAE et à son engagement envers l'aviation, Marc Parent, président et chef de la direction, a été intronisé au Panthéon de l'aviation du Canada, et a reçu le prix Lifetime Achievement décerné par Aviation Week pour l'ensemble de ses réalisations, aux côtés de Steven F. Udvar-Hazy,

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, à www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T2-EX23.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2022

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T2-2023	T2-2022	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	993,2 \$	814,9 \$	178,3 \$	22 %
Résultat opérationnel	102,1 \$	39,2 \$	62,9 \$	160 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté ¹	124,7 \$	90,7 \$	34,0 \$	37 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5 \$	14,0 \$	30,5 \$	218 %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,14 \$	0,04 \$	0,10 \$	250 %
Résultat net ajusté ¹	61,5 \$	53,2 \$	8,3 \$	16 %
RPA ajusté ¹	0,19 \$	0,17 \$	0,02 \$	12 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	108,4 \$	19,4 \$	89,0 \$	459 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	138,0 \$	30,9 \$	107,1 \$	347 %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	7 512,1 \$	6 500,1 \$	1 012,0 \$	16 %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	97,8 \$	318,6 \$	(220,8) \$	(69) %
Dette nette ¹	3 194,6 \$	2 481,5 \$	713,1 \$	29 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	3,6 %	4,9 %		
RCU ajusté ¹	5,1 %	6,6 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ajusté ¹	10 637,9 \$	8 827,9 \$	1 810,0 \$	21 %
Prises de commandes ajustées ¹	1 294,6 \$	871,4 \$	423,2 \$	49 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,30	1,07		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,35	0,92		

¹ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2023

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2023	T2-2022	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	1 926,5 \$	1 567,6 \$	358,9 \$	23 %
Résultat opérationnel	141,5 \$	125,4 \$	16,1 \$	13 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	185,6 \$	189,1 \$	(3,5) \$	(2) %
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ²	185,6 \$	175,5 \$	10,1 \$	6 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	46,2 \$	60,4 \$	(14,2) \$	(24) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,15 \$	0,20 \$	(0,05) \$	(25) %
Résultat net ajusté	79,1 \$	108,8 \$	(29,7) \$	(27) %
RPA ajusté	0,25 \$	0,35 \$	(0,10) \$	(29) %
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ²	79,1 \$	98,8 \$	(19,7) \$	(20) %
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ²	0,25 \$	0,32 \$	(0,07) \$	(22) %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	(74,0) \$	(128,2) \$	54,2 \$	42 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(24,6) \$	(98,2) \$	73,6 \$	75 %

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA DÉSIGNATION DES MESURES HORS PCGR ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Au deuxième trimestre de l'exercice 2023, afin d'intégrer les directives récemment publiées et évolutives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous avons modifié la désignation des mesures hors PCGR et des mesures financières supplémentaires suivantes, sans modifier la composition de ces mesures financières :

- le carnet de commandes ajusté (auparavant, le carnet de commandes); et
- les prises de commandes ajustées (auparavant, les prises de commandes).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2023* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2023;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2022;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2022 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2022. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

² Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier de l'exercice clos le 31 mars 2022. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier de l'exercice 2022 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de la Société, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à nos acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), l'accès de CAE aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. Tous ces énoncés sont des énoncés prospectifs faits conformément aux dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à nos activités et à notre stratégie commerciale, comme l'évolution des normes, l'innovation et la perturbation technologiques, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les estimations de nos occasions sur les marchés, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le rapport de force et l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les sous-traitants, le détournement de l'attention de la direction, l'intégration des produits, la gestion et l'exécution des programmes, les activités de recherche et de développement (R-D), les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, le carnet de commandes ajusté, le risque de crédit des clients, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités et notre réputation; les risques liés à nos marchés et à la portée internationale de nos activités, comme la portée internationale de nos activités, l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, le conflit armé en Ukraine, les variations du change et les questions fiscales; les risques liés à nos secteurs d'activité et conditions macroéconomiques, comme la concurrence commerciale, les contraintes du secteur de l'aviation civile, l'inflation, le risque continu de crises sanitaires mondiales, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les conditions climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres perturbations (y compris les répercussions des changements climatiques); les risques légaux et réglementaires, comme l'éthique et la conformité, l'attention continue accordée aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), les lois et règlements sur l'environnement, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnités, de demandes de garantie ou d'autres réclamations sur les produits, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, et les contrôles et enquêtes publics; les risques liés aux technologies de l'information, à la cybersécurité et à la propriété intellectuelle, comme la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information, les droits en matière de données et la gouvernance des données, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, et la propriété intellectuelle de tiers; les risques liés aux talents et à la main-d'œuvre, comme la gestion des talents, les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques liés aux fusions, acquisitions, coentreprises, alliances stratégiques ou dessaisissements, comme le risque que nous ne gérons pas efficacement notre croissance, les risques liés à l'intégration, la dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que les coûts d'acquisition et d'intégration; les risques liés aux contrôles et aux questions de comptabilité, comme l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, les estimations comptables, le risque de dépréciation et la capitalisation des régimes de retraite; les risques liés à notre dette et à nos liquidités, comme la dette affectée au financement des acquisitions et la capacité de respecter les exigences de service de la dette, la disponibilité du capital, le risque de liquidité et la volatilité des taux d'intérêt; et les risques liés à nos actions ordinaires et à un placement dans nos titres, comme les ventes d'actions ordinaires additionnelles, le cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le rendement du capital investi pour les actionnaires, le statut d'émetteur privé étranger et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées dans notre rapport financier de l'exercice 2022. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion pourrait être exacerbé par le prolongement de la pandémie de COVID-19 et avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE. En conséquence, les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la prolifération de nouveaux variants du virus de la COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport, veuillez vous reporter à notre rapport financier de l'exercice 2022. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans plus de 200 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute-fidélité possible et des programmes de formation personnalisés, alimentés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe tout en ayant un impact positif sur l'environnement, la société et la bonne gouvernance (ESG) qui s'inscrit au cœur de notre mission. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'Aviation civile, de la Défense et sécurité et de la Santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les huit piliers de force de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services technologiques et de solutions logicielles, lesquelles sont d'importantes sources d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide

Nous sommes un chef de file dans chacun de nos trois secteurs d'activité en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos solutions et services technologiques et de notre portée mondiale. Nous bénéficions d'un fossé concurrentiel solide, appuyés par 70 ans d'innovations et repoussant sans cesse les limites grâce à des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques. Notre vaste réseau mondial de formation, nos capacités uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques, notre expertise approfondie, notre position de leader d'opinion de l'industrie, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices et de soutien opérationnel à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Nous sommes d'avis que ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché et prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés à long terme.

Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie

CAE est une société qui fournit des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques et un leader d'opinion en ce qui a trait à l'application de la modélisation et de la simulation, de la réalité virtuelle et de l'analyse avancée pour créer des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel très innovatrices pour les clients des secteurs de l'Aviation civile, de la Défense et sécurité et de la Santé.

Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme

Pour chacun de nos secteurs, nous sommes d'avis que le taux de croissance pourrait être supérieur à celui des marchés sous-jacents en raison de notre capacité à accroître notre part des marchés que nous desservons et à prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés. La proportion croissante de nos produits des activités ordinaires récurrents est largement due aux besoins de nos clients en matière de formation continue et de soutien opérationnel, ainsi qu'à notre capacité à les aider à réaliser ces activités essentielles grâce à nos produits très innovateurs et à nos solutions de services technologiques et logicielles. Nous mettons à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients et, ainsi, obtenir une plus grande part de leurs responsabilités essentielles. Nous nous efforcerons d'optimiser et d'accroître l'utilisation de notre réseau mondial de formation et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants à long terme.

Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité

Un CAE est le précepte interne qui représente notre culture d'innovation, de pouvoir d'agir, d'excellence et d'intégrité. La combinaison de ces quatre valeurs clés confère à CAE sa position de chef de file du marché, sa solide réputation et ses connaissances inégalées des clients.

Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité

CAE est fière de son excellente équipe diversifiée qui a un impact social unique sur la sécurité. Chaque jour, nos employés soutiennent les activités les plus critiques de nos clients avec les solutions les plus innovatrices qui soient et, ce faisant, ils contribuent à rendre le monde plus sécuritaire. Nous aidons à rendre le transport aérien et les soins de santé plus sécuritaires, et nous aidons nos forces de défense à maintenir la sécurité.

Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités

CAE a à cœur le maintien d'une situation financière solide. Nous utilisons des critères établis pour évaluer les occasions de répartition de capital. De par leur nature, notre modèle d'affaires et notre réseau de formation génèrent d'importantes liquidités.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

En raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, CAE a annoncé qu'elle suspendait tous ses services et ses activités de formation aux compagnies aériennes, aux exploitants d'aéronefs et aux distributeurs de santé russes. Bien que la Russie ne représente pas un marché important pour CAE, la suspension de ses activités dans ce pays devrait continuer d'avoir une certaine incidence directe sur sa performance financière. L'ampleur des possibles répercussions indirectes additionnelles sur CAE devrait être en fonction de la durée, de la gravité et de la portée de cette crise géopolitique et humanitaire. Au-delà de ces répercussions, l'incidence défavorable potentielle sur nos activités résulterait très probablement aussi des retombées économiques additionnelles de cet événement, y compris la crise énergétique potentielle en Europe, qui contribuent au coût élevé du carburant et à la forte inflation, de même que, dans le cas de notre secteur Défense et sécurité, de la modification des priorités d'attributions de contrats des gouvernements. Ces forces macroéconomiques influent sur les coûts opérationnels des clients de notre secteur Civil et pourraient éventuellement se répercuter sur la demande des consommateurs pour les voyages aériens. Nous avons fondé nos attentes en matière de reprise du marché sur les prévisions de l'IATA concernant la reprise et la croissance du trafic des passagers. Dans l'ensemble, ces événements accroissent l'incertitude entourant le calendrier d'une reprise mondiale à grande échelle sur nos marchés civils. Cette crise est un rappel brutal que le monde doit être prêt à défendre la liberté à tout moment, et le secteur Défense et sécurité de CAE est en bonne position pour soutenir cette préparation et est aligné sur les priorités de défense nationale axées sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable dans des opérations multidomaines. L'augmentation réelle et prévue des dépenses de défense dans l'ensemble des pays de l'OTAN et des pays alliés ainsi que l'importance accrue accordée à la préparation aux missions devraient entraîner une augmentation de la demande pour nos solutions de formation et de mission du secteur Défense et sécurité. Compte tenu des longs délais d'approvisionnement en matière de défense, une telle augmentation de l'activité se traduirait potentiellement par une performance plus élevée pour le secteur Défense et sécurité de CAE dans les années à venir.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership d'opinion, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de quelque 70 emplacements de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et des services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous gérons actuellement 315 simulateurs de vol (FFS)³, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise^{MC}, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol et compte plus de 20 programmes de formation des élèves-pilotes dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO). Avec l'acquisition d'AirCentre, conjuguée à notre logiciel existant d'optimisation et d'exploitation des équipages, nous sommes en mesure d'offrir de robustes solutions complètes de gestion des vols et d'optimisation des équipages, aidant ainsi les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires à prendre des décisions optimales fondées sur les données.

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Par exemple, à l'aube d'une nouvelle ère d'aviation marquée par la mobilité aérienne avancée, des entreprises aéronautiques perturbatrices sont en train de créer de nouveaux types d'aéronefs. Cela créera une forte demande de pilotes professionnels formés pour transporter de façon sécuritaire des passagers et de la marchandise entre les marchés. CAE s'est déjà associée à cinq des plus importants concepteurs d'aéronefs à décollage et à atterrissage verticaux électriques (eVTOL), à savoir Jaunt Air Mobility pour concevoir et développer le laboratoire d'intégration des systèmes de l'aéronef et pour construire conjointement un simulateur d'ingénierie qui accélérera la conception du poste de pilotage et le développement des systèmes, et réduira le temps des essais en vol pour la navigabilité, Volocopter en tant que fournisseur autorisé de formation de même que pour mettre en œuvre un programme d'entraînement des pilotes d'aéronefs eVTOL en vue de l'entrée en service du premier avion eVTOL de Volocopter, BETA Technologies pour concevoir et développer un programme de formation des pilotes et des techniciens de maintenance pour l'aéronef eVTOL ALIA, avec un accent sur la conception de la formation et les didacticiels, et, tout récemment, Joby Aviation inc. pour développer et certifier les dispositifs de formation au vol qui serviront à former les futurs pilotes de son avion eVTOL révolutionnaire. Récemment, nous avons été retenus par Vertical Aerospace en tant que partenaire de formation à l'échelle mondiale en vue du lancement du VX4, l'aéronef eVTOL de Vertical. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

Le nombre de vols commerciaux a continué de s'améliorer en regard de l'année civile 2021. Selon l'Association du transport aérien international (IATA), la demande mondiale des passagers aériens, mesurée par le nombre de passagers-kilomètres payants (PKP), a connu une forte augmentation de 74 % pour les neuf premiers mois de l'année civile 2022 comparé à l'année civile 2021. L'Europe continue de montrer une amélioration significative, avec une hausse de 131 %, suivie de l'Amérique du Nord avec une augmentation de 56 %. L'Asie a enregistré une amélioration du nombre de vols, avec une hausse de 26 % au cours de la même période.

La demande de transport aérien de marchandises a fléchi au cours des derniers mois, les kilomètres-tonnes de marchandises ayant diminué de 6 % pour les neuf premiers mois de l'année civile 2022 par rapport à l'année civile 2021. Bien que la Chine ait assoupli certaines restrictions liées à la COVID-19, la chaîne d'approvisionnement et les activités de production demeurent perturbées. Par ailleurs, l'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie et la pénurie de main-d'œuvre posent également des problèmes au niveau de la chaîne d'approvisionnement et des marchandises.

Dans le domaine de l'aviation d'affaires, tant la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis qu'Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, ont signalé de forts niveaux d'activité de vols par rapport aux niveaux de l'année civile 2021. La FAA a signalé une hausse de 18 % du nombre total de vols de jets d'affaires, qui comprend tous les vols nationaux et internationaux des 12 derniers mois. De la même manière, le marché européen des jets d'affaires continue d'afficher une forte croissance. En effet, selon Eurocontrol, le nombre total de vols d'affaires en Europe a bondi de 24 % au cours de la même période. En outre, au cours des 12 derniers mois, les activités de vols d'affaires à l'échelle mondiale semblent en voie de se stabiliser à quelque 20 % au-dessus des niveaux d'avant la pandémie.

³ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

En novembre 2020, nous avons publié nos *Perspectives sur la demande de pilotes pour la période de 2020 à 2029*, selon lesquelles nous prévoyons un besoin mondial de 264 000 nouveaux pilotes dans le secteur de l'aviation civile afin de soutenir la croissance et les départs à la retraite obligatoires au cours des dix prochaines années. À court terme, nous estimons que quelque 27 000 nouveaux pilotes professionnels seraient nécessaires dès la fin de l'année civile 2021. De plus, en juin 2021, nous avons publié un rapport sur la formation des pilotes pour la mobilité aérienne avancée (AAM), dans lequel nous estimons que l'AAM entraînera une hausse supplémentaire de la demande de pilotes, avec un besoin estimé à près de 60 000 pilotes d'ici 2028.

Nous croyons que le secteur Aviation civile représente une porte d'entrée vers un marché fortement réglementé enregistrant une croissance durable, avec un marché potentiel estimé à environ 6,5 milliards \$ et des possibilités de croissance.

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation et d'opérations aériennes pour le marché de l'aviation civile repose sur les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation des pilotes et de formation à la maintenance, et réglementation du secteur;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, y compris les coûts du carburant et des équipages;
- Croissance à long terme durable prévue du trafic aérien mondial;
- Croissance à long terme prévue, y compris les livraisons de nouveaux appareils et les renouvellements du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Émergence du nouveau marché de la mobilité aérienne avancée;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Complexité des solutions axées sur les opérations aériennes.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de l'aviation civile de CAE sont les suivants :

- Facteurs favorables liés à la combinaison d'activités, notamment une grande marge de manœuvre sur le marché des services de formation;
- Possibilité de privilégier la formation avec instructeur plutôt que la formation sans instructeur dans la formation commerciale;
- Expansion des services de soutien opérationnel grâce à des analyses avancées, à des solutions logicielles et à une technologie numérique pour améliorer notre offre de valeur dans toute l'organisation;
- Programmes d'excellence opérationnelle qui devraient permettre de réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes;
- Externalisation de la formation et partenariats.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes une entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Le secteur Défense et sécurité fait face aux réalités auxquelles nos clients sont confrontés et aligne l'entreprise afin d'être en position insurpassée pour répondre à ces besoins. D'abord et avant tout, la nature des conflits a changé pour les États-Unis et ses alliés, qui doivent maintenant se préparer à une menace provenant d'un adversaire de force comparable dans des opérations multidomaines – aériennes, terrestres, maritimes, spatiales et cyber. La concurrence entre adversaires de force comparable, associée à l'évolution rapide des demandes d'entraînement, accroît les besoins en capacités d'entraînement avancées et en solutions polyvalentes pour soutenir les environnements synthétiques cybersécurisés et multidomaines. Ces réseaux synthétiques immersifs deviendront beaucoup plus courants et constitueront un moyen clé pour les forces de défense de s'entraîner à des situations réelles dans des opérations multidomaines. Alors que le monde réagit à l'évolution des conflits, le besoin d'une formation numérique révolutionnaire et de solutions de connaissance de la situation de nouvelle génération devient encore plus criant.

Pour répondre aux exigences de nos clients dans cet environnement en rapide mutation, nous nous sommes placés en adéquation avec les priorités de la stratégie de défense nationale américaine, qui souligne la nécessité pour les États-Unis et ses alliés de rehausser l'entraînement et la préparation dans des opérations multidomaines complexes. Cela comprend le besoin continu de développer des partenariats stratégiques avec le client et dans l'ensemble du secteur. Par le biais d'acquisitions et de partenariats stratégiques, nous continuons d'accélérer notre stratégie en tant qu'entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines.

Les investissements continus dans des solutions d'entraînement numérique et de connaissance de la situation de nouvelle génération aident nos clients du secteur de la défense à planifier, à se préparer et à analyser afin d'améliorer les performances et de prendre de meilleures décisions dans des opérations multidomaines. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement réel sur des plateformes, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Les forces militaires effectueront toujours un certain nombre d'exercices d'entraînement réels, mais nous sommes d'avis qu'elles auront de plus en plus recours à l'entraînement virtuel immersif pour se préparer dans un environnement sûr tout en diminuant la dépendance envers l'entraînement en vol plus coûteux et avec empreinte carbone plus élevée. Ces environnements synthétiques immersifs sont également de plus en plus utilisés pour le soutien aux missions et le soutien opérationnel en permettant l'analyse de la ligne de conduite et l'aide à la prise de décisions fondées sur les données.

Nous avons livré des produits de simulation et des services d'entraînement à une soixantaine de forces de défense dans plus de 50 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à l'entraînement comme des services de soutien logistique, de maintenance, d'ingénierie des systèmes, d'augmentation de l'effectif, d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 145 établissements dans le monde, y compris nos coentreprises.

Systemes et solutions de formation

CAE est le chef de file du secteur en matière de formation et de simulation, et son approche indépendante de la plateforme assure la préparation aux missions pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique. À la suite de notre expansion transformatrice en 2021, nous avons consolidé notre position de chef de file dans le domaine aérien, rehaussé nos solutions d'entraînement terrestre et maritime et obtenu des contrats en tant que maître d'œuvre dans les marchés spatial et cyber. Avec des contrats en tant que maître d'œuvre obtenus aux termes d'appels d'offres dans les cinq domaines au cours du dernier exercice, nous continuons d'élargir nos capacités et de diriger l'intégration de la transformation numérique sur les marchés de la défense et de la sécurité. Dans le domaine aérien, nous avons obtenu des contrats de modification de Lockheed Martin pour appuyer les plateformes C-130 et plusieurs modifications globales de F-16. Nous avons également obtenu un contrat de Piaggio Aerospace pour livrer un dispositif de formation P.180 conforme aux normes des forces aériennes italiennes en vue d'une utilisation par ces dernières. Dans le domaine maritime, l'obtention du contrat d'entraînement sur les plateformes et les systèmes octroyé par la marine royale australienne représente un gain stratégique au niveau international. Ce nouveau contrat appuie la modernisation continue qui permettra d'améliorer la prestation d'entraînements distribués à long terme, et ce, sur place, au port et en mer, accélérant la cadence de l'entraînement de manière à maximiser la capacité de formation et à générer des gains d'efficacité. En vertu du programme Simulators Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) de la United States Air Force (USAF), nous sommes le maître d'œuvre chargé d'intégrer et de standardiser la conception et le fonctionnement des simulateurs d'aéronefs, y intégrant des critères stricts de cybersécurité, afin de soutenir la formation aux missions en mode distribué et en réseau. Ce partenariat, qui souligne l'importance que nous accordons aux contrats d'intégration stratégique et qui repousse les limites des capacités de préparation aux missions, est essentiel à notre croissance future.

Organisations de formation au pilotage

Nos capacités d'entraînement en vol continuent de prendre de l'expansion. À l'exercice 2022, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le gouvernement du Canada ont annoncé une prolongation de leur contrat avec CAE jusqu'en 2027, avec la possibilité de le prolonger d'un an au besoin, jusqu'en 2028, ce qui leur permettra d'effectuer une transition ordonnée vers le programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FAcT) de la nouvelle génération. Au quatrième trimestre de l'exercice 2022, nous avons lancé notre programme d'entraînement initial au vol à notre nouveau centre d'entraînement à l'aéroport de Brême, en Allemagne, où nous fournissons des services d'entraînement théorique, sur simulateur et au vol aux forces aériennes allemandes ainsi qu'à un site d'entraînement à Montpellier, en France. Parmi les autres programmes de solutions d'entraînement, mentionnons le programme de l'École internationale de formation au pilotage en Italie, coentreprise entre CAE et Leonardo, le programme d'entraînement initial en vol de l'USAF, où tous les candidats pilotes de l'USAF débutent leur carrière d'aviateur, et les programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation. Par ailleurs, nous avons acquis une participation de 37 % dans les activités de formation au pilotage de SkyWarrior Flight Training LLC, une école de formation au pilotage établie en Floride qui fournit principalement la formation initiale au pilotage de phase 1 à des clients militaires américains et internationaux et, grâce à ce partenariat, nous offrons maintenant la meilleure formation initiale au pilotage qui soit pour l'USAF, l'armée américaine, l'U.S. Navy et les élèves-pilotes internationaux.

Solutions de soutien aux missions et de soutien opérationnel

Les clients du secteur Défense et sécurité continuent d'exiger un plus grand nombre de solutions fondées sur des environnements synthétiques et des technologies numériques immersives pour fournir une gamme de solutions de soutien aux missions. Nous sommes le maître d'œuvre pour le Commandement des opérations spéciales des États-Unis dans le cadre du programme Système de commandement de missions/Situation opérationnelle commune (MCS/COP), qui permet d'améliorer et de renforcer la connaissance de la situation à l'échelle mondiale. Nous avons été sélectionnés comme partenaire de choix du Commandement des opérations spéciales des États-Unis combinant des décennies d'expérience dans la création d'écosystèmes numériques avec nos capacités de fusion de données multisources et d'intelligence artificielle/apprentissage machine pour fournir une plateforme de visualisation unique pour soutenir la prise de décisions collaboratives de commandement et de contrôle en temps réel. Cette combinaison unique d'expérience, de technologies numériques et d'expertise nous a également ouvert des portes auprès de nouveaux clients et dans des marchés émergents complexes. L'an dernier, nous avons remporté notre premier contrat en tant que maître d'œuvre pour la communauté du renseignement américaine. En effet, nous avons été retenus pour diriger les efforts de développement et d'intégration du prototype Beyond 3D pour la National Geospatial Intelligence Agency (NGA). En adéquation avec les priorités de la stratégie de défense nationale américaine, le projet Beyond 3D vise à accélérer la capacité de la NGA à traiter, à exploiter, à diffuser et à générer des données géospatiales 3D pour soutenir l'analyse en temps réel, la planification de missions et les opérations tactiques.

Environnements synthétiques

Nous soutenons le développement d'un environnement synthétique unique pour le Commandement stratégique du Royaume-Uni, la principale organisation des Forces armées britanniques chargée de diriger l'intégration dans tous les domaines : aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber. Nous continuons à développer et à étendre notre marché potentiel dans le domaine du soutien aux missions et du soutien opérationnel. Nous tirons parti de notre expertise en modélisation et en simulation pour permettre aux forces de défense d'utiliser des environnements synthétiques pour la planification, l'analyse et le soutien aux décisions opérationnelles. Nous sommes le chef de file dans cette révolution numérique où les environnements synthétiques jouent un rôle de plus en plus important dans les opérations multidomaines.

Nous croyons que le secteur Défense et sécurité est un partenaire stratégique pour l'entraînement et le soutien aux missions dans des opérations multidomaines et nous poursuivons notre évolution en un chef de file mondial des solutions immersives numériques d'entraînement et de soutien opérationnel. Nous estimons que notre marché de la défense potentiel dans les cinq domaines totalise environ 14,3 milliards \$, le plus grand marché demeurant le domaine aérien, où CAE est le chef de file, peu importe la plateforme.

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation et de soutien opérationnel pour le marché de la défense et de la sécurité repose sur les facteurs suivants :

- Budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement, de maintenance et de soutien opérationnel;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté de mettre en réseau et d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et assurer une meilleure préparation aux complexités des conflits dans un environnement multidomaines conjoint;
- Volonté des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage aux environnements synthétiques en tant que solution moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement pour l'entraînement, la planification, l'analyse et le soutien aux décisions;
- Progression des catalyseurs commerciaux clés des technologies numériques utilisées dans les solutions d'entraînement.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de la défense et de la sécurité de CAE sont les suivants :

- Principal intégrateur de systèmes de formation et de simulation, peu importe la plateforme, exploitant des solutions partout dans le monde;
- Accès à des contrats stratégiques, ce qui nous permet d'offrir des solutions à un plus grand nombre de clients, là où cela est nécessaire;
- Ajout de clients ayant des problèmes plus complexes et exigeant des solutions plus poussées afin d'inclure les domaines spatial et cyber ainsi que la communauté du renseignement;
- Partenariat avec des fabricants OEM sur des plateformes de prochaine génération, pour une exécution plus efficace et efficiente des programmes;
- Concentration opérationnelle sur l'amélioration des processus de qualité liés à l'obtention de contrats, à la sous-traitance et à l'exécution des programmes.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous fournissons aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions innovatrices, intégrées et virtuelles d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à ce qui compte vraiment : traiter les patients, réagir aux situations de crise et réduire les erreurs médicales. L'expérience et les pratiques exemplaires que nous confèrent nos 75 ans d'expérience en formation aéronautique fondée sur la simulation sont infiniment adaptables aux soins de santé, et nous mettons à contribution ces leçons afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'accélérer l'apprentissage en soins de santé, d'améliorer la formation et, en fin de compte, de rehausser la qualité et la disponibilité des soins. La pandémie de COVID-19 a profondément touché le secteur des soins de santé, mettant en lumière une situation déjà précaire : une demande accrue d'infirmiers compliquée par la diminution de l'accès des étudiants aux patients et aux établissements cliniques, ainsi qu'un calendrier de formation long et immuable. Forts de notre expérience dans les domaines de l'aviation et de la défense, nous sommes bien placés pour relever les défis de cet environnement de soins de santé en pleine évolution. Par conséquent, nous considérons que la formation et la simulation en soins de santé sont des marchés en croissance propulsés par de multiples tendances à long terme, notamment une population vieillissante nécessitant des soins accrus, une pénurie mondiale d'infirmiers, une augmentation du nombre d'erreurs médicales évitables, un nombre limité de lits d'hôpitaux et l'attrition du personnel de la santé liée à la pandémie. Tout cela nécessite d'innover et d'accélérer l'éducation et la certification dans le domaine des soins de santé, ce qui peut être accompli au moyen de la simulation. Avant la COVID-19, seuls 17 États américains acceptaient le remplacement de 50 % des heures de formation clinique par la simulation. Depuis le début de la pandémie, tous les États ont introduit ou promulgué une telle législation.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de l'accroissement de la demande de formation en soins infirmiers fondée sur la simulation grâce à notre gamme innovatrice de solutions de formation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention, des solutions audiovisuelles de débriefing, des plateformes de gestion de centres, des applications de réalité augmentée, des modules d'apprentissage en ligne et des didacticiels destinés à la formation fondés sur la simulation. Nous fournissons des solutions de formation à des clients dans plus de 95 pays et nous sommes un chef de file dans la conception, le développement et la livraison de simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Nous appliquons ce même niveau de rigueur et d'innovation à nos solutions de simulation numérique, à distance et virtuelle. Par exemple, CAE Vimedix, notre simulateur d'échographie de pointe, permet maintenant un apprentissage à distance et virtuel au moyen de la réalité augmentée, diminuant considérablement le temps nécessaire pour maîtriser les techniques d'échographie et comprendre l'anatomie échographique. Notre système de gestion de l'apprentissage consolide la prestation de solutions d'apprentissage numérique afin de rehausser la formation en centre de simulation, permettant aux étudiants d'apprendre partout et en tout temps, à leur propre rythme, ce qui améliore l'accès à l'éducation et à la formation, quelles que soient les contraintes géographiques. Nous nous appuyons sur des technologies de pointe pour créer des capacités numériques sophistiquées qui améliorent les résultats pour les patients, technologies qui sont de plus en plus acceptées et adoptées sur le marché. La réalité mixte fait partie intégrante de notre gamme, notamment les simulateurs de patients (CAE AresAR et CAE LucinaAR), d'intervention (CAE CathLabVR) et d'échographie (CAE VimedixAR). Nous fournissons ces technologies de pointe ainsi qu'une gamme d'outils d'apprentissage innovateurs aux hôpitaux et aux établissements universitaires, qui constituent le principal segment du marché de la simulation dans le domaine des soins de santé.

Nous offrons également de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nos ressources de formation en soins de santé comprennent un corps professoral composé d'infirmiers, d'inhalothérapeutes, de médecins, d'ambulanciers et d'échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré quelque 200 modules de formation pour les simulateurs de patients et plus de 3 600 didacticiels pour l'expérience clinique simulée à l'intention des clients de nos plateformes virtuelles et physiques. Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation de soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées.

Nous entrevoyons des occasions d'affaires futures pour le secteur Santé, notamment le soutien de nos clients gouvernementaux, l'acceptation croissante de nouveaux produits d'apprentissage numérique et virtuel, ainsi que la reconnaissance accrue de la valeur de la simulation pour la préparation aux pandémies et à d'autres scénarios à haut risque. Cette démarche est soutenue par des organisations professionnelles telles que l'International Nursing Association of Clinical Simulation and Learning (INASCL) et la Society for Simulation in Healthcare, qui ont encouragé les organismes de réglementation et les décideurs politiques à faire preuve de souplesse en autorisant le remplacement des heures cliniques habituellement effectuées dans un contexte de soins de santé en direct par celles des expériences virtuellement simulées.

Nous estimons que le secteur Santé est le chef de file en matière de perfectionnement des professionnels de la santé grâce à la technologie, au contenu éducatif et à la formation, avec un marché de la simulation en soins de santé estimé à environ 1,7 milliard \$ US. L'Amérique du Nord est le plus grand marché pour la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité aux patients pour la formation et le développement clinique;
- Évolution des technologies médicales et accroissement de l'utilisation et de l'acceptation des méthodes de livraison à distance et virtuelle;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et personnalisées dans le but de prévenir les erreurs médicales;
- Intérêt accru pour la préparation aux pandémies et aux catastrophes;
- Pénurie mondiale dans un contexte de demande accrue de professionnels de la santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier de l'exercice 2022, notre notice annuelle et notre Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2022	30 juin 2022	Augmentation / (diminution)	31 mars 2022	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,38	1,29	7 %	1,25	10 %
Euro (€)	1,35	1,35	— %	1,38	(2) %
Livre sterling (£)	1,54	1,57	(2) %	1,64	(6) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2022	30 septembre 2021	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,30	1,26	3 %
Euro (€)	1,31	1,48	(11) %
Livre sterling (£)	1,54	1,74	(11) %

Pour le trimestre, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 2,8 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une augmentation de 0,1 million \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022. Pour le premier semestre de l'exercice 2023, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 2,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,4 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2022. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture dans notre rapport financier de l'exercice 2022, sous *Risques et incertitudes liés à nos activités*.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA DÉSIGNATION DES MESURES HORS PCGR ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Au deuxième trimestre de l'exercice 2023, afin d'intégrer les directives récemment publiées et évolutives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous avons modifié la désignation des mesures hors PCGR et des mesures financières supplémentaires suivantes, sans modifier la composition de ces mesures financières :

- le carnet de commandes ajusté (anciennement dénommé le carnet de commandes); et
- les prises de commandes ajustées (anciennement dénommées les prises de commandes).

5.1 Définition des mesures hors PCGR et autres mesures financières

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté

Le RCU est un ratio hors PCGR calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, exclusion faite des charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Le RCU ajusté exclut en outre les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeurs et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dépenses d'investissement (maintenance et croissance) en immobilisations corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant total de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios hors PCGR qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 8.1 *Mouvements de trésorerie consolidés* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Nombre équivalent de simulateurs

Le NES est une mesure financière supplémentaire qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute-fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des prises de commandes ajustées divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes total ajusté est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est un total des mesures sectorielles qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Bien que la direction sache que cette mesure puisse faire l'objet d'ajustements supplémentaires, elle n'emploierait pas expressément une telle mesure pour évaluer la rentabilité afin de prendre des décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs ni pour évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est une mesure financière hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeurs et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi qu'à ces pertes de valeur et à ces autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures financières supplémentaires que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

5.2 Rapprochement des mesures hors PCGR

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>							
Résultat opérationnel	88,4 \$	49,9 \$	12,1 \$	(8,9) \$	1,6 \$	(1,8) \$	102,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	16,0	15,4	6,3	35,6	0,3	0,5	22,6
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	104,4 \$	65,3 \$	18,4 \$	26,7 \$	1,9 \$	(1,3) \$	124,7 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>							
Résultat opérationnel	163,8 \$	108,9 \$	(18,2) \$	13,7 \$	(4,1) \$	2,8 \$	141,5 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	27,2	26,1	15,4	36,7	1,5	0,9	44,1
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	191,0 \$	135,0 \$	(2,8) \$	50,4 \$	(2,6) \$	3,7 \$	185,6 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	—	5,2	—	8,0	—	0,4	—
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	191,0 \$	129,8 \$	(2,8) \$	42,4 \$	(2,6) \$	3,3 \$	175,5 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5 \$	14,0 \$	46,2 \$	60,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	17,0	39,2	32,9	48,4
Résultat net ajusté	61,5 \$	53,2 \$	79,1 \$	108,8 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	—	—	—	10,0
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	61,5 \$	53,2 \$	79,1 \$	98,8 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,4	318,7	318,3	307,3
RPA ajusté	0,19 \$	0,17 \$	0,25 \$	0,35 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,19 \$	0,17 \$	0,25 \$	0,32 \$

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2022	2021
Résultat opérationnel	300,3 \$	255,9 \$
Dotations aux amortissements	325,3	307,4
BAIIA	625,6 \$	563,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	127,3	136,6
Ajustement transitoire lié à l'infonuaigique	13,4	—
BAIIA ajusté	766,3 \$	699,9 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	—	(61,4)
BAIIA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	766,3 \$	638,5 \$

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2023

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022
Produits des activités ordinaires	993,2	933,3	955,0	848,7	814,9 \$
Coût des ventes	719,6	700,4	683,4	606,2	587,3 \$
Marge brute	273,6	232,9	271,6	242,5	227,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,5	25,0	28,4	28,6	27,9 %
Frais de recherche et de développement	32,2	40,7	34,9	31,7	30,7 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	128,0	145,1	143,6	117,5	122,1 \$
Autres (profits) et pertes	(3,2)	(2,4)	(20,9)	(6,3)	(4,1) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,1)	(11,4)	(15,3)	(13,1)	(11,8) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	22,6	21,5	36,0	47,2	51,5 \$
Résultat opérationnel	102,1	39,4	93,3	65,5	39,2 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	10,3	4,2	9,8	7,7	4,8 %
Charges financières – montant net	41,3	36,2	32,5	34,5	35,0 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	60,8	3,2	60,8	31,0	4,2 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	14,5	(0,5)	3,7	2,6	(13,0) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	24	(16)	6	8	(310) %
Résultat net	46,3	3,7	57,1	28,4	17,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5	1,7	55,1	26,2	14,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	2,0	2,0	2,2	3,2 \$
	46,3	3,7	57,1	28,4	17,2 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,14	0,01	0,17	0,08	0,04 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁴	124,7	60,9	142,7	112,7	90,7 \$
Résultat net ajusté ⁴	61,5	17,6	92,0	60,7	53,2 \$
RPA ajusté ⁴	0,19	0,06	0,29	0,19	0,17 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 22 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 178,3 millions \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2022. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 145,1 millions \$ pour le secteur Aviation civile, à 24,5 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 8,7 millions \$ pour le secteur Santé.

Pour le premier semestre de l'exercice 2023, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 358,9 millions \$, ou 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 192,6 millions \$ pour le secteur Aviation civile, à 149,6 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 16,7 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Marge brute en hausse de 46,0 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

La marge brute s'est établie à 273,6 millions \$ pour le trimestre, soit 27,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 227,6 millions \$, soit 27,9 % des produits des activités ordinaires, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022. La marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires est restée stable comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2022.

⁴ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Pour le premier semestre de l'exercice 2023, la marge brute a totalisé 506,5 millions \$, soit 26,3 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 441,4 millions \$, soit 28,2 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. La marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires inférieure de cette année est due, en partie, aux ajustements défavorables de la marge sur contrat enregistrés dans le secteur de la Défense et sécurité au premier trimestre de l'exercice 2023.

Résultat opérationnel en hausse de 62,9 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le premier semestre de l'exercice 2023, le résultat opérationnel s'est établi à 141,5 millions \$ (7,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 125,4 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. La hausse du résultat opérationnel s'est établie à 54,9 millions \$ pour le secteur Aviation civile, contrebalancée en partie par une diminution de 31,9 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et 6,9 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 34,0 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est monté à 124,7 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 90,7 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022. La hausse du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établie à 39,1 millions \$ pour le secteur Aviation civile et à 3,2 millions \$ pour le secteur Santé, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution de 8,3 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 185,6 millions \$ (9,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 189,1 millions \$ (12,1 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 3,5 millions \$. La baisse du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixée à 53,2 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 6,3 millions \$ pour le secteur Santé, et elle a été contrebalancée en partie par l'augmentation de 56,0 millions \$ pour le secteur Aviation civile.

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

Montant net des charges financières en hausse de 18 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

L'augmentation traduit en grande partie la hausse des charges financières à l'égard d'une dette à long terme plus élevée ainsi que la hausse des taux d'intérêt variables.

Pour le premier semestre de l'exercice 2023, le montant net des charges financières s'est établi à 77,5 millions \$, en hausse de 13,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation traduit en grande partie la hausse des charges financières à l'égard d'une dette à long terme plus élevée ainsi que la hausse des taux d'intérêt variables.

Taux d'imposition de 24 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,5 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 310 % au deuxième trimestre de l'exercice 2022.

Le taux d'imposition n'a pas subi l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés au cours du trimestre considéré. Abstraction faite de l'incidence de ces coûts engagés à l'exercice précédent, le taux d'imposition se serait établi à un taux négatif de 1 %. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 traduit essentiellement le changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions, l'incidence favorable sur les actifs d'impôt et l'incidence favorable de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice 2023, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,0 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 22 %, comparativement à un taux d'imposition effectif négatif de 4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour l'exercice considéré, le taux d'imposition a varié en raison des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Abstraction faite de l'incidence de ces coûts, le taux d'imposition effectif se serait établi à 23 %, par rapport à 10 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition par rapport à l'exercice précédent traduit essentiellement l'incidence favorable sur les actifs d'impôt et l'incidence favorable de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, facteurs neutralisés en partie par le changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Coûts d'intégration et d'acquisition	19,6 \$	38,3 \$	36,3 \$	43,7 \$
Dépréciation d'actifs non financiers	—	7,8	2,3	9,9
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	2,7	0,7	2,7	2,0
Autres coûts	0,3	4,7	2,8	8,1
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	22,6 \$	51,5 \$	44,1 \$	63,7 \$

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à L3H MT, acquise à l'exercice 2022, se sont respectivement élevés à 6,2 millions \$ et à 15,8 millions \$ (35,7 millions \$ et 36,9 millions \$, respectivement, en 2021), alors que ceux associés à AirCentre, acquise à l'exercice 2022, ont respectivement totalisé 15,4 millions \$ et 21,8 millions \$ (néant en 2021).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2022, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles tiennent compte de paiements au titre des coûts d'intégration et d'acquisition des entreprises acquises ainsi que des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au programme de restructuration que nous avons annoncé antérieurement totalisant quelque 23 millions \$ et 46 millions \$, respectivement (52 millions \$ et 62 millions \$, respectivement, en 2021).

6.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes total ajusté

Carnet de commandes total ajusté⁵ en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Semestre clos le 30 septembre 2022
Commandes engagées ⁵ en début de période	8 012,1 \$	7 871,4 \$
+ prises de commandes ajustées ⁵	1 294,6	2 343,7
- produits des activités ordinaires	(993,2)	(1 926,5)
+/- ajustements	309,5	334,4
Commandes engagées en fin de période	8 623,0 \$	8 623,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises ⁵ (exclusivement composé de commandes engagées)	258,4	258,4
Commandes non financées et options ⁵	1 756,5	1 756,5
Carnet de commandes total ajusté	10 637,9 \$	10 637,9 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁵ pour le trimestre s'est établi à 1,30. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,35.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

⁵ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

7.1 Aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Expansions

- Nous avons annoncé la signature d'un accord de 15 ans avec le groupe Qantas, pour concevoir et exploiter un nouveau centre de formation au pilotage ultramoderne à Sydney, en Australie;
- Nous avons étendu notre présence dans le secteur de l'aviation d'affaires grâce au début de la formation sur les plateformes Gulfstream dans nos nouveaux emplacements américains à Las Vegas (Nevada) et à Savannah (Géorgie);
- Nous avons annoncé une collaboration avec AirAsia India visant à intégrer le système de formation CAE Rise au programme de formation sur simulateur de la compagnie aérienne. AirAsia India est la première compagnie aérienne en Inde à adopter un programme de formation axé sur les données en utilisant CAE Rise;
- Nous avons annoncé une entente bidirectionnelle de formation mutuelle et de partage d'emploi avec Clay Lacy Aviation. Cette entente prévoit que les instructeurs de CAE seront formés conformément aux normes de Clay Lacy afin de leur permettre de voler pour cette entreprise, et que les pilotes expérimentés de cette dernière seront autorisés à fournir des services de formation et d'évaluation des pilotes pour le compte de CAE.

Nouveaux programmes et produits

- En collaboration avec Spirit Airlines, nous avons annoncé le lancement du programme Spirit Wings Pilot Pathway, qui vise à élargir le bassin de pilotes professionnels hautement qualifiés du transporteur. Le programme, qui est offert à l'école de pilotage de CAE à Phoenix (Arizona), propulsera les diplômés vers une carrière réussie en tant que pilote Spirit.

COMMANDES

Le secteur Aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 751,1 millions \$ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la vente de 18 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes du secteur civil à 29 FFS pour le premier semestre de l'exercice, dont les suivants :

- Deux FFS Airbus A320 Neo et un FFS Boeing 737 MAX à American Airlines;
- Un FFS Phenom 100/300 et un FFS Phenom 300 à Embraer-CAE Training Services, une coentreprise entre Embraer et CAE;
- Un FFS Airbus A220 au groupe Qantas;
- Un FFS Boeing 737 MAX à Singapore – CAE Flight Training, une coentreprise entre Singapore Airlines et CAE;
- Onze FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Un contrat du groupe Qantas pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 15 ans;
- Une prolongation de 2 ans de la formation dans le domaine de l'aviation commerciale avec JetSmart Airlines;
- Un contrat de DHL Air UK pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale;
- Un contrat de Virgin Australia pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 7 ans;
- Une prolongation de 2 ans de la formation dans le domaine de l'aviation commerciale avec American Airlines.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les unités NES, les FFS, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022
Produits des activités ordinaires	507,2	480,4	432,7	390,1	362,1 \$
Résultat opérationnel	88,4	75,4	58,1	57,1	49,9 \$
ROS ajusté	104,4	86,6	96,3	83,4	65,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	20,6	18,0	22,3	21,4	18,0 %
Dotation aux amortissements	57,4	58,5	57,7	55,5	55,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	64,6	68,1	68,1	69,7	39,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	26,0	15,7	16,7	13,6	13,3 \$
Capital utilisé ⁶	4 520,8	4 363,9	4 256,9	3 883,5	3 937,5 \$
Carnet de commandes total ajusté	5 457,1	4 993,2	4 919,2	4 606,0	4 263,2 \$
Unités NES ⁶	252	250	246	249	245
FFS déployés dans le réseau de CAE ⁶	315	318	316	312	312
Taux d'utilisation ⁶	66	71	69	60	53 %
FFS livrés	10	10	7	7	5

Produits des activités ordinaires en hausse de 40 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 est principalement attribuable à la croissance des produits tirés des ventes de simulateurs, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des livraisons et par le calendrier de production et des autres grandes étapes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison, par l'intégration d'AirCentre dans nos résultats et par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 987,6 millions \$, en hausse de 192,6 millions \$, soit 24 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires par rapport à la période correspondante de l'exercice 2022 est principalement attribuable à l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau, à l'intégration d'AirCentre dans nos résultats et à la hausse des produits tirés des ventes de simulateurs, qui s'explique surtout par l'augmentation des livraisons et par le calendrier de production et des autres grandes étapes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison.

Nous avons constaté un allègement continu des répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19 qui s'est manifesté par l'amélioration du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau et l'intensification des prises de commandes ajustées. Cependant, en raison de la prolifération de nouveaux variants de COVID-19, nous demeurons touchés par les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières, l'incidence la plus importante étant observée en Asie.

Résultat opérationnel en hausse de 77 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 88,4 millions \$ (17,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 49,9 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022. Le résultat opérationnel de ce trimestre inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 16,0 millions \$ par rapport à 15,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés des ventes de simulateur, surtout du fait des livraisons plus élevées ainsi que du calendrier de production et des autres étapes importantes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison, par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau et par l'intégration des résultats d'AirCentre. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Le résultat opérationnel pour le premier semestre de l'année s'est établi à 163,8 millions \$ (16,6 % des produits des activités ordinaires), soit 54,9 millions \$ ou 50 % de plus que pour la même période de l'année précédente. Le résultat opérationnel de cette période inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 27,2 millions \$ comparativement à 26,1 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

⁶ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

L'augmentation par rapport au premier semestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau, par la hausse des produits tirés des ventes de simulateur, surtout du fait des livraisons plus élevées ainsi que du calendrier de production et des autres étapes importantes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison et par l'intégration des résultats d'AirCentre. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 60 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 104,4 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 65,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés des ventes de simulateurs, surtout du fait des livraisons plus élevées ainsi que du calendrier de production et des autres étapes importantes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison, par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau et par l'intégration des résultats d'AirCentre. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 191,0 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, soit une hausse de 56,0 millions \$, ou 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du taux d'utilisation dans notre réseau, par l'accroissement des produits tirés des ventes de simulateurs, surtout du fait des livraisons plus élevées ainsi que du calendrier de production et des autres grandes étapes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison, et par l'intégration des résultats d'AirCentre. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 64,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 51,6 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,0 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 156,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change et l'augmentation des immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes total ajusté en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Semestre clos le 30 septembre 2022
Commandes engagées en début de période	4 817,8 \$	4 718,3 \$
+ prises de commandes ajustées	751,1	1 272,6
- produits des activités ordinaires	(507,2)	(987,6)
+/- ajustements	236,1	294,5
Commandes engagées en fin de période	5 297,8 \$	5 297,8 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	159,3	159,3
Carnet de commandes total ajusté	5 457,1 \$	5 457,1 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,48 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,40.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Nouveaux programmes et produits

- La marine royale australienne a accordé le contrat d'entraînement sur les plateformes et les systèmes à CAE Australia Ltd. pour la prestation d'entraînements distribués à long terme pour soutenir la transformation de l'entraînement naval;
- Un contrat de Piaggio Aerospace pour livrer un FFS P.180 Avanti II (niveau D) en soutien à l'Aviation italienne.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 499,9 millions \$ et un total de 987,9 millions \$ pour l'exercice 2023, notamment :

- Un contrat de l'USAF pour la poursuite de l'entraînement à KDAM, du soutien logistique aux entrepreneurs et du développement de didacticiels;
- Un contrat de l'armée américaine pour continuer à fournir des services d'entraînement au vol sur appareil à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation de CAE Dothan;
- Un contrat de l'USAF pour la modification des dispositifs d'entraînement sur F-16;
- Un contrat de Lockheed Martin pour appuyer le développement d'un entraîneur sur le système d'armes du C-130J pour la Royal New Zealand Air Force;
- Un contrat de l'armée américaine pour des services évolués de soutien à l'entraînement au pilotage afin d'étendre la portée des services d'entraînement au vol et des services de soutien, tant pour les membres d'équipage que pour les autres postes;
- Un contrat de la U.S. Navy pour soutenir l'entraînement fondé sur la simulation sur T-44C et les services d'instruction pour le chef de la formation aéronavale;
- Un contrat de Lockheed Martin pour appuyer le développement d'un entraîneur sur le système d'armes du KC-130J pour le Corps des Marines des États-Unis;
- Un contrat du Commandement des opérations spéciales de l'USAF pour appuyer le développement d'un entraîneur sur le système d'armes du MC-130J;
- Un contrat de la U.S. Navy pour le simulateur d'équipage multiple de Pensacola, visant la mise à niveau des logiciels, du matériel et des composantes connexes du simulateur d'équipage multiple des élèves-officiers navals.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)

	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022
Produits des activités ordinaires	442,4	413,3	469,5	426,5	417,9 \$
Résultat opérationnel	12,1	(30,3)	25,8	16,5	(8,9) \$
ROS ajusté	18,4	(21,2)	36,8	32,0	26,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,2	—	7,8	7,5	6,4 %
Dotation aux amortissements	21,0	20,9	20,1	21,1	20,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,5	5,2	6,0	6,5	5,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	6,4	6,8	6,9	9,0	3,5 \$
Capital utilisé	2 641,2	2 528,4	2 338,3	2 360,7	2 466,2 \$
Carnet de commandes total ajusté	5 180,8	5 032,4	4 658,3	4 571,2	4 564,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique d'abord et avant tout par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes européens et nord-américains, conjuguée à l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 855,7 millions \$, en hausse de 149,6 millions \$, soit 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'intégration de L3H MT, acquise au deuxième trimestre de l'exercice précédent, dans nos résultats et par l'activité accrue à l'égard de nos programmes européens.

Résultat opérationnel en hausse de 236 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 12,1 millions \$ (2,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 8,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022. Le résultat opérationnel de ce trimestre inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 6,3 millions \$ par rapport à 35,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi que la diminution des frais de vente, généraux et d'administration, neutralisée en partie par la diminution des marges imputable à l'inflation et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'égard de certains programmes nord-américains.

Le résultat opérationnel pour le premier semestre de l'année s'est établi à une perte de 18,2 millions \$, soit 31,9 millions \$ ou 233 % de moins que pour la même période de l'année précédente. Le résultat opérationnel de cette période inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 15,4 millions \$ comparativement à 36,7 millions \$ pour la même période de l'année précédente.

La diminution par rapport au premier semestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la baisse des marges à l'égard de nos programmes nord-américains, surtout en raison d'ajustements défavorables de la marge sur contrat, au premier trimestre, ainsi que la diminution des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19 pendant l'année précédente. La diminution a été neutralisée en partie par la baisse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi que la baisse des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 8,3 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 18,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 26,7 millions \$ (6,4 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de 2022 s'explique en grande partie par la diminution des marges imputable à l'inflation et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'égard de certains programmes nord-américains, facteurs neutralisés en partie par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration.

La perte opérationnelle sectorielle ajustée s'est fixée à 2,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, soit une baisse de 53,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique par la diminution des marges à l'égard de nos programmes nord-américains, surtout en raison d'ajustements défavorables de la marge sur contrat, au premier trimestre. La baisse s'explique également par la diminution des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19. Elle a été contrée en partie par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

Nous demeurons aux prises avec des retards dans les négociations de contrats avec les clients, des inefficacités imputables à l'inflation, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de même qu'à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, la « résolution permanente » (*continuing resolution*) aux États-Unis et l'évolution des priorités d'attributions de contrats des gouvernements découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces facteurs entraînent des retards dans les prises de commandes, en particulier en ce qui a trait aux attributions de contrats pour des produits, ainsi que des inefficacités dans l'exécution de certains programmes.

Capital utilisé en hausse de 112,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par les variations du change. Elle a été contrebalancée en partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la diminution des créances clients.

Carnet de commandes total ajusté en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Semestre clos le 30 septembre 2022
Commandes engagées en début de période	3 194,3 \$	3 153,1 \$
+ prises de commandes ajustées	499,9	987,9
- produits des activités ordinaires	(442,4)	(855,7)
+/- ajustements	73,4	39,9
Commandes engagées en fin de période	3 325,2 \$	3 325,2 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	99,1	99,1
Commandes non financées et options	1 756,5	1 756,5
Carnet de commandes total ajusté	5 180,8 \$	5 180,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,13 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,33.

Pour le trimestre, des commandes de 94,6 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 159,6 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une mise à niveau pour CAE VimedixAR qui présente une animation rehaussée et des composantes améliorées offrant un fonctionnement mains libres des contrôles sélectionnés pour une meilleure expérience utilisateur.

Prix et distinctions

- Dans le cadre de la Semaine de la simulation en soins de santé, nous avons été le conférencier principal du premier congrès de simulation d'Emirates Health Services à Dubaï, utilisant la convergence de l'aviation et des soins de santé pour souligner le rôle de la simulation dans l'amélioration de la qualité des soins de santé et de la sécurité des patients;
- Nous nous sommes joints à notre partenaire, l'American Society of Anesthesiologists, lors de sa conférence annuelle pour présenter un symposium sur l'importance des facteurs humains dans l'anticipation et la correction des erreurs afin d'améliorer les résultats médicaux.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022
Produits des activités ordinaires	43,6	39,6	52,8	32,1	34,9 \$
Résultat opérationnel	1,6	(5,7)	9,4	(8,1)	(1,8) \$
ROS ajusté	1,9	(4,5)	9,6	(2,7)	(1,3) \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,4	—	18,2	—	— %
Dotations aux amortissements	3,5	3,2	3,1	3,3	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,5	0,6	0,6	0,7	1,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,5	2,9	2,6	2,9	2,8 \$
Capital utilisé	251,0	220,2	204,3	193,7	210,1 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 25 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement des ventes de simulateurs de patients.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 83,2 millions \$, en hausse de 16,7 millions \$, soit 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des produits tirés des simulateurs de patients, des relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM et des simulateurs d'échographie. Nous continuons à voir des assouplissements des perturbations de la COVID-19, bien qu'ils aient été limités par les obstacles continus liés à la chaîne d'approvisionnement.

Résultat opérationnel en hausse de 189 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 1,6 millions \$ (3,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 1,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022. Le résultat opérationnel de ce trimestre inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 0,3 millions \$ par rapport à 0,5 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement du volume des ventes, dont il est question plus haut et par une combinaison favorable de produits. La baisse des frais de vente, généraux et d'administration ainsi que la baisse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été atténuées en partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement.

Le résultat opérationnel pour le premier semestre de l'année s'est établi à une perte de 4,1 millions \$, soit 6,9 millions \$ ou 246 % de moins que pour la même période de l'année précédente. Le résultat opérationnel de cette période inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 1,5 millions \$ comparativement à 0,9 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

La diminution par rapport au premier semestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par la constatation de crédits d'impôt à l'investissement non comptabilisés auparavant au premier trimestre de l'exercice 2022 ainsi que par la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 3,2 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,9 million \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à une perte opérationnelle sectorielle ajustée de 1,3 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement du volume des ventes dont il est question plus haut et par une combinaison favorable de produits. La baisse des frais de vente, généraux et d'administration a été atténuée par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement.

La perte opérationnelle sectorielle ajustée s'est établie à 2,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en baisse de 6,3 millions \$ en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et à la constatation de crédits d'impôt à l'investissement non comptabilisés auparavant au premier trimestre de l'exercice 2022. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut.

Capital utilisé en hausse de 30,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie du fait de la hausse des stocks attribuable à l'augmentation de la production pour soutenir la croissance des produits des activités ordinaires et pour atténuer le risque au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de la hausse des créances clients et des variations du change, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, y compris le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	138,0 \$	78,2 \$	205,7 \$	213,3 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	—	(47,3)	(230,3)	(311,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	138,0 \$	30,9 \$	(24,6) \$	(98,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(15,0)	(10,3)	(31,9)	(21,2)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(5,5)	(8,0)	(19,9)	(16,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,5	6,1	4,5	7,9
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(9,6)	0,1	(8,5)	(0,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	—	0,6	6,4	0,6
Flux de trésorerie disponibles ⁷	108,4 \$	19,4 \$	(74,0) \$	(128,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(53,6)	(36,4)	(110,6)	(99,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(29,4)	(11,6)	(45,4)	(24,4)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	3,8	671,6	15,3	691,8
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(6,4)	(1 360,4)	(6,4)	(1 376,4)
Acquisition d'un investissement dans des participations mises en équivalence	—	(4,3)	—	(4,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(0,1)	—	(0,1)	—
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7,2	(1,3)	4,7	(3,9)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	29,9 \$	(723,0) \$	(216,5) \$	(944,8) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles de 138,0 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont augmenté de 107,1 millions \$ comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2022. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du résultat net et la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles depuis le début de l'année se sont établis à un montant négatif de 24,6 millions \$, soit 73,6 millions \$ de plus que la même période de l'année précédente. L'augmentation s'explique essentiellement par une diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

⁷ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Flux de trésorerie disponibles de 108,4 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 89,0 millions \$ en regard de ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2022. L'augmentation traduit en grande partie la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des paiements versés aux participations mises en équivalence.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à un montant négatif de 74,0 millions \$, en hausse de 54,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, le recul des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et la hausse des paiements versés aux participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 68,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 53,6 millions \$ pour le trimestre et à 110,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 15,0 millions \$ pour le trimestre et 31,9 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

(montants en millions)	30 septembre 2022	30 juin 2022	31 mars 2022
Utilisation du capital :			
Actifs courants	2 170,0 \$	2 169,1 \$	2 148,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(203,2)	(206,0)	(346,1)
Passifs courants	(2 112,2)	(2 051,0)	(2 091,2)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	243,2	228,8	241,8
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	97,8 \$	140,9 \$	(46,9) \$
Immobilisations corporelles	2 295,9	2 170,8	2 129,3
Immobilisations incorporelles	4 057,8	3 872,5	3 796,3
Autres actifs non courants	1 577,6	1 543,6	1 504,6
Autres passifs non courants	(517,0)	(547,8)	(596,6)
Total du capital utilisé	7 512,1 \$	7 180,0 \$	6 786,7 \$
Provenance du capital⁸ :			
Partie courante de la dette à long terme	243,2 \$	228,8 \$	241,8 \$
Dette à long terme	3 154,6	3 003,1	2 804,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(203,2)	(206,0)	(346,1)
Dette nette ⁸	3 194,6 \$	3 025,9 \$	2 700,1 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 238,3	4 079,4	4 009,7
Participations ne donnant pas le contrôle	79,2	74,7	76,9
Provenance du capital	7 512,1 \$	7 180,0 \$	6 786,7 \$

Capital utilisé en hausse de 332,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles du fait des variations du change, en partie contrebalancée par le recul du fonds de roulement hors trésorerie dont il est question plus haut.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁸

Le RCU a été de 3,6 % pour le trimestre. Le RCU ajusté⁸ s'est fixé à 5,1 % pour le trimestre, par rapport à 6,6 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 5,2 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 43,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est surtout attribuable à l'augmentation des passifs financiers dérivés et à la baisse des créances clients, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des stocks et la hausse de l'impôt sur le résultat à recouvrer.

⁸ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Immobilisations corporelles en hausse de 125,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change et les dépenses d'investissement en immobilisations en sus de la dotation aux amortissements.

Immobilisations incorporelles en hausse de 185,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change et les dépenses d'investissement en immobilisations en sus de la dotation aux amortissements.

Dettes totales en hausse de 165,9 millions \$ et dette nette en hausse de 168,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

Les hausses de la dette totale et de la dette nette s'expliquent en grande partie par les variations du change.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le RCU du trimestre ont subi l'incidence de l'appréciation du cours de clôture du dollar américain par rapport au dollar canadien, qui a entraîné une hausse de la valeur du capital utilisé et de la dette nette. Le taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien utilisé pour convertir nos produits des activités ordinaires et nos charges n'a pas affiché d'appréciation aussi marquée.

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et le ratio de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Semestre clos le 30 septembre 2022
Dettes nettes en début de période	3 025,9 \$	2 700,1 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(29,9)	216,5
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	187,5	259,1
Variations des obligations locatives hors trésorerie	3,4	5,6
Autres	7,7	13,3
Variation de la dette nette pour la période	168,7 \$	494,5 \$
Dettes nettes en fin de période	3 194,6 \$	3 194,6 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁹	42,5 %	
BAIIA ⁹	625,6 \$	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁹	5,11	
BAIIA ajusté ⁹	766,3 \$	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁹	4,17	

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée, consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit.

Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 septembre 2022, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Le total des liquidités disponibles au 30 septembre 2022 était d'environ 1,5 milliard \$, ce qui comprend un montant de 203,2 millions \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, les montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables et le solde de notre facilité d'achat de créances.

En septembre 2022, nous avons prorogé de juillet 2023 à juillet 2024 l'échéance de notre prêt à terme portant intérêt à taux variable de 175,0 millions \$ US.

⁹ Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures hors PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour les définitions et le rapprochement de ces mesures avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

En octobre 2022, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US de manière à en porter le montant à 1,0 milliard \$ US et à en proroger l'échéance d'un an, soit jusqu'en septembre 2027. Nous avons également résilié notre facilité de crédit renouvelable non garantie complémentaire de 300,0 millions \$, dont l'encours était nul et qui devait venir à échéance en avril 2023.

Total des capitaux propres en hausse de 163,4 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres est essentiellement attribuable à la variation des autres éléments du résultat global, notamment la variation du change, et au bénéfice net réalisé pour le trimestre.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2022, nous avons au total 317 852 475 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 2 242,5 millions \$. Nous avons également 6 367 227 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2022, nous avons un total de 317 852 475 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 373 577 options étaient en cours aux termes du ROA.

9.2 Éventualités

Au cours de l'exercice 2015, nous avons reçu des avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) concernant le traitement des montants reçus dans le cadre du programme de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) au cours de ses années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, nous avons reçu des fonds du gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont nous avons commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. Nous avons déposé des avis d'opposition aux avis de cotisation de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

Le 14 septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. Nous avons par la suite déposé un appel de la décision de la Cour canadienne de l'impôt auprès de la Cour d'appel fédérale. Le 19 octobre 2022, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision rejetant l'appel. Nous comptons utiliser la période de 60 jours allouée à compter de la signification de la décision pour achever notre analyse des possibilités qui s'offrent à nous pour le reste du processus d'appel.

Nous n'avons pas comptabilisé l'incidence des avis de cotisation de l'ARC dans nos états financiers consolidés de la période close le 30 septembre 2022. Étant donné que l'appel ne visait pas à réduire notre facture fiscale définitive, mais plutôt à contester le calendrier des déductions sur la base de la caractérisation fiscale, la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur nos charges financières et notre charge d'impôt globales, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, nous avons terminé notre évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT), acquise à l'exercice 2022.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, les ajustements des répartitions provisoires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2022 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 19,2 millions \$, des passifs courants de 3,3 millions \$, des autres passifs non courants de 2,8 millions \$ et des autres actifs non courants de 1,2 million \$, ainsi qu'à une diminution des actifs d'impôt différé de 2,2 millions \$.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, une contrepartie en trésorerie de 6,4 millions \$ a été versée pour une acquisition réalisée à l'exercice 2021.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2022, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière passent périodiquement en revue l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et les évaluent chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons acquis AirCentre. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de façon à exclure les contrôles, politiques et procédures d'AirCentre pendant une période maximale de un an à compter de leur acquisition. Nous avons entrepris l'intégration de leurs contrôles internes, politiques et procédures, et nous avons incorporé les contrôles internes à l'égard des processus importants propres à l'acquisition qui, à notre avis, sont appropriés et nécessaires au regard du niveau d'intégration connexe. Au fur et à mesure que l'intégration postérieure à la clôture se poursuit, nous continuerons d'examiner les contrôles et processus internes avec ceux de CAE.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2022, l'apport d'AirCentre aux états financiers consolidés a été de 3 % des produits des activités ordinaires consolidés, de 5 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté et de 5 % du résultat net. De plus, au 30 septembre 2022, le total de l'actif et le total du passif d'AirCentre représentaient 6 % et 1 %, respectivement, du total consolidé de l'actif et du passif.

12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Cumul de l'exercice
Exercice 2023					
Produits des activités ordinaires	933,3	993,2	1)	1)	1 926,5 \$
Résultat net	3,7	46,3	1)	1)	50,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7	44,5	1)	1)	46,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,8	1)	1)	3,8 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,01	0,14	1)	1)	0,15 \$
RPA ajusté	0,06	0,19	1)	1)	0,25 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	317,1	317,8	1)	1)	317,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	318,4	1)	1)	318,3
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,28	1,30	1)	1)	1,29
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,31	1)	1)	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,61	1,54	1)	1)	1,57
Exercice 2022					
Produits des activités ordinaires	752,7	814,9	848,7	955,0	3 371,3 \$
Résultat net	47,3	17,2	28,4	57,1	150,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	46,4	14,0	26,2	55,1	141,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	3,2	2,2	2,0	8,3 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,46 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,45 \$
RPA ajusté	0,19	0,17	0,19	0,29	0,84 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,15	0,17	0,19	0,29	0,80 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	293,6	316,5	316,9	317,0	311,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	295,8	318,7	318,7	318,5	312,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,26	1,26	1,27	1,25
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,48	1,44	1,42	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,74	1,70	1,70	1,71
Exercice 2021					
Produits des activités ordinaires	550,5	704,7	832,4	894,3	2 981,9 \$
Résultat net	(110,0)	(6,0)	49,7	18,8	(47,5) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(110,6)	(5,2)	48,8	19,8	(47,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	(0,8)	0,9	(1,0)	(0,3) \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(0,42)	(0,02)	0,18	0,07	(0,17) \$
RPA ajusté	(0,11)	0,13	0,22	0,22	0,47 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	(0,24)	0,03	0,19	0,12	0,12 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,7	265,8	271,7	285,2	272,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,7	265,8	273,0	287,3	272,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,39	1,33	1,30	1,27	1,32
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,53	1,56	1,55	1,53	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,72	1,72	1,75	1,73

¹⁾ Non disponible.

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	3	993,2 \$	814,9 \$	1 926,5 \$	1 567,6 \$
Coût des ventes		719,6	587,3	1 420,0	1 126,2
Marge brute		273,6 \$	227,6 \$	506,5 \$	441,4 \$
Frais de recherche et de développement		32,2	30,7	72,9	54,2
Frais de vente, généraux et d'administration		128,0	122,1	273,1	228,0
Autres (profits) et pertes	4	(3,2)	(4,1)	(5,6)	(9,8)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	3	(8,1)	(11,8)	(19,5)	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5	22,6	51,5	44,1	63,7
Résultat opérationnel		102,1 \$	39,2 \$	141,5 \$	125,4 \$
Charges financières – montant net	6	41,3	35,0	77,5	63,6
Résultat avant impôt sur le résultat		60,8 \$	4,2 \$	64,0 \$	61,8 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		14,5	(13,0)	14,0	(2,7)
Résultat net		46,3 \$	17,2 \$	50,0 \$	64,5 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		44,5 \$	14,0 \$	46,2 \$	60,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,8	3,2	3,8	4,1
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	8	0,14 \$	0,04 \$	0,15 \$	0,20 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net	46,3 \$	17,2 \$	50,0 \$	64,5 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	235,6 \$	49,4 \$	291,9 \$	11,8 \$
Perte sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	(99,7)	(21,9)	(143,3)	(7,5)
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(2,2)	(1,0)	(2,4)	(3,2)
Perte sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(13,8)	(3,9)	(5,5)	(17,7)
Reclassement au résultat net du (gain) perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(5,1)	3,8	(21,0)	0,1
Impôt sur le résultat	8,9	(5,6)	12,4	0,5
	123,7 \$	20,8 \$	132,1 \$	(16,0) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(15,2) \$	32,5 \$	46,9 \$	36,1 \$
Impôt sur le résultat	4,0	(8,6)	(12,5)	(9,5)
	(11,2) \$	23,9 \$	34,4 \$	26,6 \$
Autres éléments du résultat global	112,5 \$	44,7 \$	166,5 \$	10,6 \$
Total du résultat global	158,8 \$	61,9 \$	216,5 \$	75,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	154,3 \$	58,0 \$	209,2 \$	70,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	3,9	7,3	4,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 septembre	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2022	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	203,2 \$	346,1 \$
Créances clients	638,1	556,9
Actifs sur contrat	603,8	608,3
Stocks	566,3	519,8
Acomptes	81,0	56,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	54,6	33,2
Actifs financiers dérivés	23,0	27,6
Total de l'actif courant	2 170,0 \$	2 148,6 \$
Immobilisations corporelles	2 295,9	2 129,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	348,4	373,0
Immobilisations incorporelles	4 057,8	3 796,3
Investissement dans les participations mises en équivalence	508,8	454,0
Actifs au titre des avantages du personnel	13,7	—
Actifs d'impôt différé	111,7	117,4
Actifs financiers dérivés	14,1	10,5
Autres actifs non courants	580,9	549,7
Total de l'actif	10 101,3 \$	9 578,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	890,5 \$	975,1 \$
Provisions	31,1	36,7
Impôt sur le résultat à payer	32,0	22,7
Passifs sur contrat	829,1	788,3
Partie courante de la dette à long terme	243,2	241,8
Passifs financiers dérivés	86,3	26,6
Total du passif courant	2 112,2 \$	2 091,2 \$
Provisions	20,4	20,6
Dette à long terme	3 154,6	2 804,4
Obligations au titre des redevances	122,3	126,0
Obligations au titre des avantages du personnel	83,9	109,7
Passifs d'impôt différé	95,5	93,7
Passifs financiers dérivés	7,4	1,0
Autres passifs non courants	187,5	245,6
Total du passif	5 783,8 \$	5 492,2 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 242,5 \$	2 224,7 \$
Surplus d'apport	40,2	38,6
Cumul des autres éléments du résultat global	97,4	(31,2)
Résultats non distribués	1 858,2	1 777,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 238,3 \$	4 009,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	79,2	76,9
Total des capitaux propres	4 317,5 \$	4 086,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 101,3 \$	9 578,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2022	2021
Activités opérationnelles			
Résultat net		50,0 \$	64,5 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	3	164,5	149,7
Dépréciation d'actifs non financiers	3	4,8	11,3
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(19,5)	(20,1)
Impôt sur le résultat différé		(3,4)	(8,9)
Crédits d'impôt à l'investissement		(5,2)	(13,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		(7,8)	(1,8)
Régimes de retraite à prestations définies		7,4	11,9
Autres passifs non courants		(11,0)	(15,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		3,4	15,6
Autres		22,5	20,2
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(230,3)	(311,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(24,6) \$	(98,2) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	2	(6,4) \$	(1 376,4) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence		—	(4,3)
Ajouts d'immobilisations corporelles	3	(142,5)	(120,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		4,5	7,9
Ajouts d'immobilisations incorporelles	3	(60,3)	(38,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(8,5)	(0,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		6,4	0,6
Autres		(5,0)	(2,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(211,8) \$	(1 534,5) \$
Activités de financement			
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		138,3 \$	— \$
Produit tiré de la dette à long terme		14,9	414,5
Remboursement sur la dette à long terme		(47,9)	(21,9)
Remboursement sur les obligations locatives		(31,7)	(32,4)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		15,3	691,8
Autres		(0,1)	(1,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		88,8 \$	1 050,9 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		4,7 \$	(3,9) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(142,9) \$	(585,7) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		346,1	926,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		203,2 \$	340,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 10 novembre 2022.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

CAE inc. et ses filiales (ou la Société) gèrent leurs activités en trois secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout;
- (ii) Défense et sécurité – Une entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Fournit aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions innovatrices, intégrées et virtuelles d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, ce qui entraîne une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements sont habituellement plus élevés au cours du deuxième semestre de l'exercice puisque l'attribution des contrats et la disponibilité du financement dépendent du cycle budgétaire du gouvernement, lequel, aux États-Unis, est fondé sur une fin d'exercice en septembre.

Toutefois, en raison des incidences continues de la pandémie de COVID-19, il n'est pas attendu que les résultats suivent les tendances historiques.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Certains amendements aux normes comptables ont été appliqués pour la première fois le 1^{er} avril 2022, mais n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers-intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022.

NOTE 2 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, la Société a terminé son évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) acquise au cours de l'exercice 2022.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, les ajustements aux répartitions préliminaires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2022 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 19,2 millions \$, des passifs courants de 3,3 millions \$, des autres passifs non courants de 2,8 millions \$ et des autres actifs non courants de 1,2 millions \$, ainsi qu'à des diminutions des actifs courants de 12,1 millions \$ et des actifs d'impôt différé de 2,2 millions \$.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, des contreparties en espèces de 6,4 millions \$ ont été versées pour une acquisition réalisée au cours de l'exercice 2021.

NOTE 3 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement.

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

Trimestres clos les 30 septembre	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires externes	507,2 \$	362,1 \$	442,4 \$	417,9 \$	43,6 \$	34,9 \$	993,2 \$	814,9 \$
Dotations aux amortissements	57,4	55,4	21,0	20,0	3,5	3,2	81,9	78,6
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	0,6	8,1	0,8	0,8	0,2	0,1	1,6	9,0
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	7,6	10,9	0,5	0,9	—	—	8,1	11,8
Résultat opérationnel	88,4	49,9	12,1	(8,9)	1,6	(1,8)	102,1	39,2
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	104,4	65,3	18,4	26,7	1,9	(1,3)	124,7	90,7

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires externes	987,6	795,0	855,7	706,1	83,2	66,5	1 926,5	1 567,6
Dotation aux amortissements	115,9	110,9	41,9	32,2	6,7	6,6	164,5	149,7
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	2,9	10,5	1,2	1,0	0,7	(0,2)	4,8	11,3
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	17,5	15,8	2,0	4,3	—	—	19,5	20,1
Résultat opérationnel	163,8	108,9	(18,2)	13,7	(4,1)	2,8	141,5	125,4
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	191,0	135,0	(2,8)	50,4	(2,6)	3,7	185,6	189,1

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat opérationnel	88,4	49,9	12,1	(8,9)	1,6	(1,8)	102,1	39,2
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	16,0	15,4	6,3	35,6	0,3	0,5	22,6	51,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	104,4	65,3	18,4	26,7	1,9	(1,3)	124,7	90,7

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat opérationnel	163,8	108,9	(18,2)	13,7	(4,1)	2,8	141,5	125,4
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	27,2	26,1	15,4	36,7	1,5	0,9	44,1	63,7
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	191,0	135,0	(2,8)	50,4	(2,6)	3,7	185,6	189,1

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme d'ajouts aux immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Aviation civile	90,6	52,6	174,4	132,6
Défense et sécurité	9,9	9,2	21,9	18,1
Santé	3,0	4,5	6,5	8,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	103,5	66,3	202,8	159,5

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Actif utilisé		
Aviation civile	5 602,9 \$	5 269,6 \$
Défense et sécurité	3 395,1	3 163,1
Santé	320,3	269,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	783,0	876,9
Total de l'actif	10 101,3 \$	9 578,8 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 082,1 \$	1 012,7 \$
Défense et sécurité	753,9	824,8
Santé	69,3	64,9
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 878,5	3 589,8
Total du passif	5 783,8 \$	5 492,2 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits	390,7 \$	319,3 \$	772,9 \$	653,2 \$
Formation et services	602,5	495,6	1 153,6	914,4
Total des produits des activités ordinaires externes	993,2 \$	814,9 \$	1 926,5 \$	1 567,6 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	91,9 \$	78,9 \$	177,5 \$	151,4 \$
États-Unis	527,5	414,8	1 024,6	758,2
Royaume-Uni	54,7	46,1	119,9	90,3
Autres pays d'Amérique	22,1	17,8	42,0	32,4
Europe	132,0	94,1	256,8	201,8
Asie	140,8	141,1	258,7	281,3
Océanie et Afrique	24,2	22,1	47,0	52,2
	993,2 \$	814,9 \$	1 926,5 \$	1 567,6 \$

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	1 612,3 \$	1 570,8 \$
États-Unis	3 986,4	3 554,2
Royaume-Uni	353,8	370,4
Autres pays d'Amérique	178,7	177,0
Europe	902,0	916,3
Asie	529,8	498,1
Océanie et Afrique	74,0	79,5
	7 637,0 \$	7 166,3 \$

NOTE 4 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Profit net sur les écarts de conversion	(5,2) \$	(0,3) \$	(7,7) \$	(2,3) \$
Réévaluation de la contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	2,6	—	2,6	—
Autres	(0,6)	(3,8)	(0,5)	(7,5)
Autres (profits) et pertes	(3,2) \$	(4,1) \$	(5,6) \$	(9,8) \$

NOTE 5 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Coûts d'intégration et d'acquisition	19,6 \$	38,3 \$	36,3 \$	43,7 \$
Dépréciation d'actifs non financiers	—	7,8	2,3	9,9
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	2,7	0,7	2,7	2,0
Autres coûts	0,3	4,7	2,8	8,1
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	22,6 \$	51,5 \$	44,1 \$	63,7 \$

Pour le trimestre et semestre clos le 30 septembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de L3H MT au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 6,2 millions \$ et 15,8 millions \$ (2021 – 35,7 millions \$ et 36,9 millions \$) respectivement et ceux associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 15,4 millions \$ et 21,8 millions \$ (2021 – néant), respectivement.

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET**Prorogation du prêt à terme**

En septembre 2022, la Société a prorogé l'échéance d'un prêt à terme portant intérêt variable de 175,0 millions \$ US de juillet 2023 à juillet 2024.

Modifications de la facilité de crédit renouvelable

En octobre 2022, la Société a modifié sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US afin d'augmenter la disponibilité totale à 1,0 milliard \$ US et de proroger l'échéance d'un an jusqu'en septembre 2027. En outre, la Société a résilié sa facilité de crédit renouvelable non garantie complémentaire de 300,0 millions \$, qui ne comportait aucun emprunt et arrivait à échéance en avril 2023.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	31,9 \$	26,5 \$	62,5 \$	50,8 \$
Obligations locatives	4,0	4,3	8,0	8,2
Obligations au titre des redevances	2,9	2,7	5,9	5,6
Obligations au titre des avantages du personnel	0,8	1,3	1,7	2,6
Autres	7,1	5,1	9,8	6,8
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(2,4)	(1,5)	(4,5)	(2,9)
Charges financières	44,3 \$	38,4 \$	83,4 \$	71,1 \$
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(2,5) \$	(2,7) \$	(4,8) \$	(4,8) \$
Autres	(0,5)	(0,7)	(1,1)	(2,7)
Produits financiers	(3,0) \$	(3,4) \$	(5,9) \$	(7,5) \$
Charges financières – montant net	41,3 \$	35,0 \$	77,5 \$	63,6 \$

NOTE 7 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La comptabilisation de la participation gouvernementale, autre que les programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Portée au crédit des actifs non financiers	5,8 \$	3,1 \$	8,9 \$	6,5 \$
Portée au crédit du résultat net	6,4	4,7	12,3	8,9
	12,2 \$	7,8 \$	21,2 \$	15,4 \$

Programmes d'aide gouvernementale COVID-19

La Société accédait auparavant aux mesures de secours d'urgence gouvernementales et aux programmes de subventions salariales disponibles dans le monde entier, principalement le programme de subventions salariales d'urgence du Canada (SSUC). La participation de la Société au programme de SSUC a cessé le 5 juin 2021 et par conséquent, la Société n'a réclamé aucune prestation SSUC pour les salaires et charges salariales engagés après le 5 juin 2021.

Au cours des trimestres clos les 30 septembre 2022 et 2021, la Société n'a pas reçu de contributions gouvernementales liées aux programmes de soutien COVID-19. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, la Société n'a pas reçu de contributions gouvernementales liées aux programmes de soutien COVID-19 (2021 – 14,9 millions \$ reçus, principalement sous forme de remboursement de salaire des employés, dont 1,3 millions \$ ont été crédités aux actifs non financiers et 13,6 millions \$ ont été crédités au crédit du résultat net).

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION**Calcul du résultat par action**

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	317 814 126	316 517 351	317 455 744	305 122 253
Effet dilutif des options sur actions	601 760	2 156 603	831 524	2 169 822
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	318 415 886	318 673 954	318 287 268	307 292 075

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, des options sur actions visant l'acquisition de 2 182 775 actions ordinaires (2021 – 3 700) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour le semestre clos le 30 septembre 2022, des options sur actions visant l'acquisition de 2 182 775 actions ordinaires (2021 – 3 700) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2022	2021
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(44,9) \$	18,1 \$
Actifs sur contrat	31,2	(55,3)
Stocks	(46,0)	102,0
Acomptes	(25,3)	(6,3)
Impôt sur le résultat	(12,6)	(28,1)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(116,8)	(203,8)
Provisions	(6,5)	(8,4)
Passifs sur contrat	(9,4)	(129,7)
	(230,3) \$	(311,5) \$

Information supplémentaire :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2022	2021
Intérêts payés	90,7 \$	40,8 \$
Intérêts reçus	5,6	10,0
Impôt sur le résultat payé	20,7	28,5

NOTE 10 – ÉVENTUALITÉS

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu des avis de cotisation de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) concernant le traitement par la Société des montants reçus du programme de l'Initiative Stratégique pour l'Aérospatiale et la Défense (ISAD) au cours de ses années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, la Société a reçu des fonds du Gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont la Société a commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. La Société a déposé des avis d'opposition aux cotisations de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

Le 14 septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. La Société a par la suite déposé un appel de la décision de la Cour canadienne de l'impôt auprès de la Cour d'appel fédérale. Le 19 octobre 2022, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision dans laquelle elle a rejeté l'appel. La Société a l'intention d'utiliser la période autorisée de 60 jours à compter de la notification de décision pour achever son évaluation des options disponibles pendant le reste de la procédure d'appel.

La Société n'a pas reconnu les impacts des réévaluations de l'ARC dans ses états financiers consolidés pour la période close le 30 septembre 2022.

Étant donné que l'appel ne visait pas à réduire la facture fiscale finale de la Société, mais plutôt à contester le calendrier des déductions fondées sur la caractérisation fiscale, l'impact de la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur la charge financière et d'impôt globale de la société, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties conditionnelles découlant de regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	30 septembre 2022		31 mars 2022	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	203,2 \$	203,2 \$	346,1 \$	346,1 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	2,0	2,0	1,9	1,9
Swaps sur actions	Niveau 2	(37,1)	(37,1)	(13,0)	(13,0)
Contrats de change à terme	Niveau 2	(5,0)	(5,0)	7,0	7,0
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	—	—	(3,7)	(3,7)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	13,9	13,9	8,2	8,2
Contrats de change à terme	Niveau 2	(28,4)	(28,4)	8,3	8,3
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ⁽¹⁾	Niveau 2	570,5	570,5	501,7	501,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	146,0	142,0	118,7	124,4
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	9,9	9,9	10,5	10,5
Autres actifs ⁽²⁾	Niveau 2	24,4	24,4	25,0	25,0
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁽³⁾	Niveau 2	(666,0)	(666,0)	(696,6)	(696,6)
Total de la dette à long terme ⁽⁴⁾	Niveau 2	(3 017,6)	(2 960,9)	(2 658,8)	(2 765,4)
Autres passifs non courants ⁽⁵⁾	Niveau 2	(136,7)	(127,3)	(151,8)	(164,5)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 919,5) \$	(2 857,4) \$	(2 495,1) \$	(2 608,7) \$

⁽¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

⁽²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁽³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁽⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁽⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2022, les changements dans les instruments financiers de niveau 3 s'établissent comme suit :

	Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Placements en actions	Total
Montants au 31 mars 2022	(3,7) \$	1,4 \$	(2,3) \$
Total des pertes réalisées et latentes inclus dans le résultat net	(2,7)	—	(2,7)
Règlement	6,4	—	6,4
Montants au 30 septembre 2022	—	1,4	1,4

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2022	2022
Créances clients	59,0 \$	49,7 \$
Actifs sur contrat	32,4	23,0
Autres actifs non courants	19,0	12,8
Dettes fournisseurs et charges à payer	9,3	5,1
Passifs sur contrat	44,2	46,5
Autres passifs non courants	1,6	1,5

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	62,3 \$	10,0 \$	104,6 \$	46,2 \$
Achats	0,9	0,6	1,8	1,4
Autres produits	0,5	0,2	0,7	0,5

